



## Argentine: le tango de la dette entre 1975 et 2003

Par [Eric Toussaint](#)

Mondialisation.ca, 11 janvier 2020

[CADTM](#) 31 décembre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)  
Thème: [Économie](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

(Photo : CC - Wikimedia)

Nous publions pour la première fois sur la toile ce texte écrit en 2001 - 2003 et publié dans le livre *La Bourse ou la Vie* en 2004 <https://www.cadtm.org/La-finance-contre-les-peuples> Le texte retrace l'histoire de la dette argentine entre le début de la dictature militaire en 1976 et 2003.

En Argentine, le peuple s'est soulevé pour s'opposer à la poursuite de la politique néolibérale menée par le gouvernement de centre gauche Fernando De la Rúa et son ministre Domingo Cavallo. La crise qui a éclaté en décembre 2001 a montré que l'action des citoyennes et des citoyens peut infléchir le cours de l'histoire. En quelques semaines, fin 2001-début 2002, trois présidents de la République se sont succédé, une suspension de paiement de la dette extérieure a été décrétée ; des centaines d'usines, abandonnées par leur propriétaire, ont été occupées et l'activité a été relancée sous la conduite des travailleurs ; développement inédit des assemblées de quartier et de voisinage ; les sans-emploi ont renforcé leur organisation et leur capacité d'action dans le cadre des mouvements *piqueteros* (qui regroupaient en 2002-2003 plusieurs dizaines de milliers de membres) ; la monnaie a été très fortement dévaluée (passant de un peso argentin pour un dollar, à trois pesos pour un dollar) ; des monnaies locales ont été créées par les autorités.

*En quelques semaines, fin 2001-début 2002, trois présidents de la République se sont succédé, une suspension de paiement de la dette extérieure a été décrétée*

Une revendication revenait souvent dans les manifestations : « *Que se vayan todos* » (« Qu'ils - les politiciens- s'en aillent tous »), elle indiquait la volonté de « faire autrement la politique » en la remettant dans les mains des citoyennes et des citoyens.

L'enchaînement de décisions concrètes qui a abouti à la révolte de la nuit du 19 au 20 décembre 2001 commence par la décision du FMI de ne pas verser à la date prévue un prêt au gouvernement argentin alors que celui-ci n'avait pas hésité à appliquer les mesures antipopulaires recommandées par les institutions de Bretton Woods. Le gouvernement de Fernando De la Rúa réagit en bloquant les comptes bancaires des épargnants. C'est la goutte qui fait déborder le vase, un bloc populaire se forme spontanément quand la classe moyenne (en vérité, une grande majorité de salariés) descend dans la rue et qu'elle est rejointe par les « sans » (les sans emploi, les habitants des bidonvilles, les « bras nus » pour reprendre une référence historique remontant à la révolution française).

La crise argentine marque un saut qualitatif dans la mise en cause des politiques dictées par les institutions de Bretton Woods car elle se produit après une période de plus d'un quart de

siècle d'accord continu entre FMI et les autorités argentines (de la dictature sinistre de Videla en 1976 au gouvernement de centre gauche de F. De la Rúa). L'échec est patent et la décision du président qui succède à F. De la Rúa sous la pression de la rue marque un tournant dramatique dans les relations avec le FMI : Rodriguez Saa annonce fin décembre 2001 que l'Argentine suspend le paiement de la dette jusqu'au retour au plein emploi. Le « *default* » (défaut de paiement) de l'Argentine à l'égard des créanciers privés est le plus grand de l'histoire des crises de la dette.

*Une revendication revenait souvent dans les manifestations : Que se vayan todos*

Nous reproduisons ci-dessous une étude rédigée par l'auteur quelques mois avant l'éclatement de la crise de décembre 2001. Aucun changement n'a été apporté au texte écrit en août 2001 et intitulé : Argentine : maillon faible dans la chaîne mondiale de l'endettement ? Le titre se terminait par un point d'interrogation, l'action concrète des Argentins a transformé l'interrogation en affirmation. Ce texte sera suivi d'un complément portant sur 2002-2003.

### **Argentine : maillon faible dans la chaîne mondiale de la dette ?**

La situation de l'Argentine en 2001 est catastrophique : trois ans de récession due à l'application d'une politique néolibérale particulièrement agressive. En réalité, la transformation de l'Argentine entamée sous la dictature (1976-1983) a été poursuivie pendant près de vingt ans par les différents gouvernements qui se sont succédé depuis. Contrairement à une idée reçue, il n'y a pas eu véritablement de rupture suite à la dictature. Mis en perspective, les aléas des changements de gouvernement n'ont pas modifié fondamentalement le cours régressif dans lequel l'Argentine a été engagée par sa classe dominante dans les dernières décennies.

*La situation de l'Argentine en 2001 est catastrophique : trois ans de récession due à l'application d'une politique néolibérale particulièrement agressive*

L'Argentine d'aujourd'hui, comparée à celle des années 1940-1950-1960 a fondamentalement changé. Elle a régressé en tant que puissance industrielle périphérique et la majorité de la population argentine vit plus mal qu'il y a trente ans. Entre le début de la dictature (mars 1976) et l'année 2001, la dette a été multipliée par 20 ou presque (passant de moins de 8.000 millions de dollars à près de 160.000 millions de dollars). Pendant cette même période, l'Argentine a remboursé environ 200.000 millions de dollars, soit près de 25 fois ce qu'elle devait en mars 1976.

### **Tableau 1 : Évolution de la dette extérieure argentine entre 1975 et 1999 (en millions de dollars)**

<b>Année</b>	<b>Dettes</b>	<b>Service payé (amortissement + intérêts)</b>
<b>1975</b>	7 875	-
<b>1976</b>	8 280	1 616
<b>1977</b>	9 679	1 849
<b>1978</b>	12 496	3 310
<b>1979</b>	19 034	2 255
<b>1980</b>	27 072	4 182
<b>1981</b>	35 671	5 390
<b>1982</b>	43 634	4 875
<b>1983</b>	45 087	6 804
<b>1984</b>	46 903	6 281
<b>1985</b>	48 312	6 208
<b>1986</b>	52 449	7 323
<b>1987</b>	58 428	6 244
<b>1988</b>	58 834	5 023
<b>1989</b>	65 256	4 357
<b>1990</b>	62 730	6 158
<b>1991</b>	65 405	5 419
<b>1992</b>	68 937	4 882
<b>1993</b>	65 325	5 860
<b>1994</b>	75 760	5 771
<b>1995</b>	99 364	8 889
<b>1996</b>	111 934	13 054
<b>1997</b>	130 828	18 308
<b>1998</b>	144 050	21 573
<b>1999</b>	147 881	25 723

Source : World Bank, *GDF 2000*

L'Argentine démontre jusqu'à l'extrême le caractère vicieux et infernal de l'endettement du Tiers Monde (et de la Périphérie en général). A cause du remboursement, et non en dépit de lui, l'Argentine devait en 2001 à ses créanciers près de 20 fois ce qu'elle leur devait au début de la dictature (une grande partie des nouveaux emprunts a servi à refinancer les anciennes dettes venant à échéance ou à en assurer le remboursement). Le remboursement de la dette argentine a constitué et constitue toujours un formidable mécanisme de transfert de richesses produites par les salariés vers les détenteurs de capitaux (qu'ils soient argentins ou qu'ils résident dans les pays les plus industrialisés, à commencer par les États-Unis et l'Europe occidentale). Le mécanisme est simple : l'État argentin consacre une

partie toujours plus importante de ses recettes fiscales (dont l'immense majorité est apportée par les contributions versées par le peuple) au remboursement de la dette extérieure et à de multiples cadeaux au secteur capitaliste. Qui reçoit les remboursements effectués par l'État argentin ? Les grandes institutions financières privées internationales qui possèdent plus de 80 % de la dette extérieure argentine. Le comble, c'est que via les marchés financiers nord-américain et européen sur lesquels sont émis les emprunts argentins, les capitalistes argentins achètent des titres de la dette argentine avec l'argent qu'ils ont sorti du pays et perçoivent une partie des remboursements.

*A cause du remboursement, et non en dépit de lui, l'Argentine devait en 2001 à ses créanciers près de 20 fois ce qu'elle leur devait au début de la dictature*

Dans la suite de ce texte, nous verrons que les capitalistes argentins se sont allègrement endettés pendant la dictature et ont simultanément placé une bonne partie de cet argent à l'étranger (via la fuite des capitaux). La somme des capitaux placés par les capitalistes argentins dans les pays les plus industrialisés et dans les paradis fiscaux pendant la dictature a dépassé les montants empruntés (on trouve l'explication technique de ce phénomène chez plusieurs auteurs dans différents ouvrages : A. et E. Calcagno ; A. Ferrer ; M. Rappoport, 2001, p. 813 - 814 et dans le jugement Ballestero, Poder Judicial de la Nacion, 2000). Rien qu'en 1980-1982, les fuites de capitaux ont atteint selon la Banque mondiale plus de 21.000 millions de dollars (Rappoport, p. 825). Cadeau suprême fait aux capitalistes argentins (et étrangers) : leurs dettes ont été reprises par l'État à la fin de la dictature. Dès lors, le fardeau de l'État s'est alourdi de la dette des entreprises privées car il a assumé leurs obligations à l'égard des créanciers. Et depuis cette époque, les capitalistes argentins ont maintenu cette politique d'évasion de capitaux comme s'il s'agissait d'un sport national. Au point que si on devait créer un championnat latino-américain d'évasion de capitaux, la classe capitaliste argentine pourrait prétendre le gagner face à des concurrents pourtant eux-mêmes très forts en la matière (les capitalistes brésiliens, mexicains et vénézuéliens sont redoutables dans cette discipline).

Par contre, les dettes des entreprises publiques qui avaient également fortement augmenté par décision de la dictature n'ont pas été annulées sauf quand il s'est agi de les privatiser. Les gouvernants en place après la chute de la dictature se sont servis du prétexte de l'endettement des entreprises publiques pour les privatiser tout en ayant soin de mettre leurs dettes à charge de l'État avant de les vendre (voir plus loin le cas d'Aérolinías Argentinas, la compagnie aérienne argentine). C'était un cadeau de plus au capital argentin ou étranger. C'est diabolique.

*La somme des capitaux placés par les capitalistes argentins dans les pays les plus industrialisés et dans les paradis fiscaux pendant la dictature a dépassé les montants empruntés*

Après un quart de siècle de ce scénario, le pays est exsangue. Les salaires et les revenus sociaux ont terriblement chuté, l'emploi est au plus bas, les services publics sont dans un état lamentable, la pauvreté s'étend à des secteurs de plus en plus importants de la population (y compris des secteurs qui naguère vivaient dans un certain confort), les caisses de l'État sont vides, une grande partie de l'appareil industriel est à l'abandon et le reste sous le contrôle de l'étranger. Il n'y a plus grand chose à privatiser. La révolte gronde (plusieurs grèves générales en 2000, blocage des routes par les « *piqueteros* », soulèvement de villes paupérisées ou de quartiers entiers).

Manifestement, l'Argentine constitue un des maillons faibles de la chaîne d'endettement international. Peut-être cette chaîne se rompra-t-elle grâce à ce pays. Mais il n'y a rien d'inéluctable. La crise peut se prolonger encore pendant des années. Les coups portés par la dictature entre 1973 et 1983 aux organisations de travailleurs et aux mouvements sociaux en général ont des effets dans la durée et bien que le peuple argentin ait cent raisons de dire : « *Ya basta !* », il semble hésiter tant l'issue est incertaine. Les directions syndicales ne s'engagent pas à fond dans cette bataille centrale. Pourtant, vu sur un plan international, un changement d'attitude de l'Argentine par rapport à la dette aurait des répercussions énormes. Le montant qu'elle doit rembourser aux marchés financiers des pays les plus industrialisés est tel qu'un défaut de paiement est de nature à leur « *foutre la trouille* » et à les obliger à ouvrir un dialogue. Pour que cela soit favorable aux Argentins et, au-delà, aux autres pays endettés, il faudrait que les autorités argentines soient amenées sous la pression citoyenne à adopter une position ferme dans la durée (à la différence d'Alan Garcia au Pérou en 1985 ou du régime brésilien en 1987) combinée à des réformes économiques favorisant une répartition progressiste du revenu national par une politique fiscale redistributive, organisant le retour dans le domaine public des entreprises privatisées et favorisant les accords régionaux Sud-Sud plutôt que la relation commerciale avec les États-Unis via l'ALCA (Accord de Libre Commerce des Amériques).

Arrêter le paiement de la dette extérieure et mener une autre politique économique impliquent une rupture des accords entre gouvernement argentin et FMI. Cette rupture ne constituerait pas un dommage, au contraire, elle pourrait être une chance pour l'Argentine. Pour la population argentine et les mouvements dans lesquels elle s'organise, il s'agirait en tous cas d'une opportunité. S'en saisiront-ils ?

Afin de comprendre comment on en est arrivé à la situation actuelle du point de vue de l'endettement, voici une mise en perspective historique qui débute avec la dictature.

## **Endettement et dictature militaire**

*La période pendant laquelle la dette argentine a littéralement explosé, correspond à la dictature militaire du général Videla (1976-1981)*

La période pendant laquelle la dette argentine a littéralement explosé, correspond à la dictature militaire du général Videla (1976-1981) – voir tableau 2. La politique économique promue par Martinez de Hoz, ministre de l'Économie de la dictature, à partir du 2 avril 1976 marque le début d'un processus de destruction de l'appareil productif du pays, créant les conditions pour une économie de spéculation qui dévasta l'Argentine. La majeure partie des prêts octroyés à la dictature argentine, provenait des banques privées du Nord. Il faut relever l'accord complet des autorités des États-Unis (tant la Réserve fédérale que le gouvernement des États-Unis) avec cette politique d'endettement. Ils y ont vu dès le début le moyen de gagner en influence dans ce pays. Les maîtres d'œuvre argentins de la politique d'endettement étaient le ministre de l'Économie, Martinez de Hoz et le secrétaire d'État à la Coopération et à la Programmation économiques, Guillermo Walter Klein. Pour obtenir des prêts des banques privées, le gouvernement exigeait des entreprises publiques argentines qu'elles s'endettent auprès des banquiers privés internationaux. Les entreprises publiques se convertirent donc en levier fondamental pour la dénationalisation de l'État, à travers un endettement qui a entraîné l'abandon d'une grande partie de la souveraineté nationale.

**Tableau 2 : Évolution de la dette extérieure argentine 1975-1985 (en millions de dollars)**

Année	Dette totale	Augmentation
1975	7 875	-
1976	8 280	5,14 %
1977	9 679	16,9 %
1978	12 496	29,1 %
1979	19 034	52,32 %
1980	27 072	42,23 %
1981	35 671	31,76 %
1982	43 634	22,32 %
1983	45 087	3,33 %
1984	46 903	4,02 %
1985	48 312	3 %

Source : Banque centrale argentine citée dans le jugement Ballesterio p. 172

### **Endettement forcé des entreprises publiques**

*En général, les sommes fabuleuses empruntées aux banquiers du Nord étaient immédiatement remplacées sous forme de dépôts auprès de ces mêmes banquiers ou auprès de banques concurrentes*

C'est ainsi par exemple que la principale entreprise publique argentine, l'entreprise pétrolière YPF (Yacimientos Petroliferos Fiscales), a été forcée de s'endetter à l'extérieur alors qu'elle disposait de ressources suffisantes pour soutenir son propre développement. Au moment du coup militaire du 24 mars 1976, la dette externe de YPF s'élevait à 372 millions de dollars. Sept années plus tard, à la fin de la dictature, cette dette s'élevait à 6 000 millions de dollars. Son endettement a été multiplié par seize en sept ans.

Presque aucun montant emprunté en devises étrangères n'est arrivé dans les caisses de l'entreprise, ils sont restés aux mains des dictateurs. Sous la dictature, la productivité des travailleurs de YPF a augmenté de 80 %. Le personnel total est passé de 47 000 à 34 000 agents. La dictature, pour augmenter les recettes dans ses caisses, a diminué de moitié l'argent ristourné à YPF sur la vente des combustibles au public. De plus, YPF était obligé de faire raffiner une partie du pétrole qu'elle extrayait par les multinationales privées Shell et Esso alors qu'elle aurait pu, vu sa bonne situation financière au début de la dictature, se doter d'une capacité de raffinage correspondant à ses besoins (complétant ses raffineries de La Plata et de Luján de Cuyo). En juin 1982, tout l'actif de la société était représenté par l'endettement.

### **L'endettement de l'État**

Les responsables économiques de la dictature et le FMI ont justifié l'endettement massif de l'État argentin par le fait d'augmenter ses réserves en devises étrangères de manière à

soutenir une politique d'ouverture économique. En bonne gestion économique, l'augmentation des réserves internationales de l'État argentin aurait dû être le produit des activités d'échange sur le marché mondial. Or, les réserves internationales annoncées par la dictature argentine provenaient de l'endettement.

Les réserves n'étaient ni gérées ni contrôlées par la Banque centrale dont le gouverneur était Domingo Cavallo. Ce même Cavallo dont le rôle fut si funeste à l'économie argentine à la fin de la dictature quand, en tant que président de la Banque Centrale durant 54 jours à partir du 2 juillet 1982, il participa activement à l'étatisation de la dette privée, a occupé à deux reprises le poste de ministre de l'Économie par la suite. Une première fois entre 1991 et 1996 pendant la présidence de Menem, il a ancré la monnaie argentine au dollar et a développé un vaste programme de privatisations. La deuxième fois en 2001 sous le gouvernement dit de centre gauche De la Rúa pour imposer une dose massue d'austérité à la majorité de la population comme le recommande le FMI.

En général, les sommes fabuleuses empruntées aux banquiers du Nord étaient immédiatement replacées sous forme de dépôts auprès de ces mêmes banquiers ou auprès de banques concurrentes. 83 % de ces réserves furent placées en 1979 dans des institutions bancaires situées en dehors du pays. Les réserves s'élevèrent à 10 138 millions de dollars et les placements dans les banques extérieures, à 8 410 millions de dollars. La même année, la dette extérieure passait de 12 496 millions de dollars à 19 034 millions de dollars (Olmos, 1990, p. 171-172). Dans tous les cas, l'intérêt perçu pour les sommes déposées était inférieur à l'intérêt dû pour les sommes empruntées.

La logique de cette politique du point de vue des autorités argentines qui l'ont organisée, c'est *primo*, un enrichissement personnel grâce à la perception de commissions versées par les banquiers du Nord ; *secundo*, une augmentation des réserves internationales de manière à pouvoir soutenir une forte augmentation des importations, notamment l'achat d'armes (les achats d'armes se seraient élevés à environ 10 000 millions de dollars) ; *tertio*, la politique d'ouverture économique et d'endettement recommandée par le FMI permettait à la dictature argentine d'améliorer sa crédibilité internationale auprès des principaux pays industrialisés, à commencer par les États-Unis. La dictature argentine n'aurait pas été en mesure de maintenir un régime de terreur interne dans les premières années (1976-1980) sans la bénédiction de l'administration américaine.

De son côté, la Réserve fédérale américaine était d'autant plus encline à soutenir la politique économique de la dictature argentine, qu'une grande partie de l'argent emprunté était déposée dans les coffres des banques des États-Unis. Du point de vue de l'administration américaine et du FMI, l'endettement argentin faisait rentrer dans le giron américain un pays qui, pendant des décennies, avait affirmé un nationalisme frondeur et réussi un certain décollage économique dans le cadre du régime péroniste.

### **Confusion des rôles**

Le secrétaire d'État à la Coordination et à la Programmation économiques, Walter Klein, a occupé cette fonction de 1976 à mars 1981. Dans le même temps, il dirigeait un bureau d'étude privé représentant à Buenos Aires les intérêts des créanciers étrangers. Lors de son entrée en fonction, son bureau ne représentait que les intérêts d'une banque : la Scandinavian Enskilda Bank. Quelques années plus tard, il représentait les intérêts de vingt-deux banques étrangères. En mars 1981, il quitte son poste de secrétaire d'État au moment où le général Viola remplace Videla à la tête de la dictature. Quelques semaines plus tard, le

7 avril 1982, cinq jours après l'occupation des Malvinas (Iles Falkland) par l'armée argentine, et l'entrée en guerre contre la Grande-Bretagne, il est désigné comme fondé de pouvoir à Buenos Aires de la société anonyme britannique Barclays Bank Limited qui était un des principaux créanciers privés de la dette publique et privée argentine. A la chute de la dictature et l'accession au pouvoir d'Alfonsín en 1984, son bureau d'étude est resté le défenseur des intérêts des créanciers étrangers.

### **L'après-dictature militaire : le gouvernement Alfonsín et l'impunité**

*Les autorités argentines qui ont succédé à la dictature, ont dû se baser sur les déclarations des créanciers étrangers et sur des contrats signés par des membres de la dictature sans que ceux-ci soient passés par le visa de la Banque centrale*

La Banque centrale argentine déclare alors ne pas avoir de registre de la dette extérieure publique si bien que les autorités argentines qui ont succédé à la dictature, ont dû se baser sur les déclarations des créanciers étrangers et sur des contrats signés par des membres de la dictature sans que ceux-ci soient passés par le visa de la Banque centrale.

Malgré cela, le régime post-dictatorial sous la présidence d'Alfonsín a décidé d'assumer l'ensemble de la dette, tant privée que publique, contractée pendant la période de la dictature. Au moment où les militaires tortionnaires obtenaient l'impunité par les lois du « point final » et de « l'obéissance due » décidées en 1986 et 1987, les responsables économiques de la dictature bénéficiaient de la même clémence. La plupart des hauts fonctionnaires de l'économie et des finances, sont restés dans l'appareil d'État, certains d'entre eux bénéficiant d'une promotion. Les militaires engagés dans la répression qui a fait au moins 30 000 morts, sont également restés pour la plupart en fonction ou ont bénéficié d'une retraite anticipée. Un scandale a éclaté parce que l'un d'eux, le capitaine Astiz, a brisé pour la première fois la loi du silence observée par les militaires. Il déclare : « *En 1982, un ami m'a demandé s'il y avait bien eu des disparus. Je lui ai répondu : »Bien sûr, il y en a eu 6 500, voire plus, mais pas plus de 10 000. Tous ont été éliminés* » (Le Soir, 16 janvier 1998).

### **L'endettement du secteur privé et la reprise par l'État de ses dettes**

*On peut soupçonner les transnationales en question d'avoir créé une dette de leurs filiales argentines par simple jeu d'écriture*

Les entreprises privées argentines et les filiales argentines des multinationales étrangères avaient également été encouragées à s'endetter sous la dictature. La dette totale privée s'est élevée à plus de 14 000 millions de dollars.

Figurent parmi ces entreprises endettées, les filiales argentines de sociétés transnationales : citons Renault Argentine, Mercedes-Benz Argentine, Ford Motor Argentine, IBM Argentine, City Bank, la First National Bank of Boston, la Chase Manhattan Bank, la Bank of America, la Deutsche Bank.

L'État argentin a remboursé les créanciers privés de ces entreprises (c'est-à-dire leur maison mère) : Renault France, Mercedes Benz, City Bank, Chase Manhattan Bank, Bank of America, First national Bank of Boston, Crédit Lyonnais, Deutsche Bank, Société Générale.

Bref, le contribuable argentin rembourse la dette contractée par les filiales des multinationales auprès de leurs maisons mères ou auprès des banquiers internationaux. On



peut soupçonner les transnationales en question d'avoir créé une dette de leurs filiales argentines par simple jeu d'écriture. Les pouvoirs publics argentins n'avaient aucun moyen de contrôle sur ces comptes.

## **La vague de privatisations**

Le régime Menem qui a succédé à Alfonsín s'est lancé dans une politique généralisée de privatisations en 1990-1992, en bradant littéralement une grande partie du patrimoine national. On estime que cela a représenté une perte de 60 000 millions de dollars. Menem a prétexté l'endettement formidable des entreprises publiques argentines pour justifier aux yeux de l'opinion publique nationale leur mise en vente. Leur mauvaise situation financière était due à la politique d'endettement forcé qui leur avait été imposée par les autorités économiques de la dictature, comme mentionné plus haut, l'essentiel des sommes empruntées n'était jamais arrivé dans leurs caisses. Menem a confié à la banque américaine Merrill Lynch l'expertise de la valeur de YPF. Merrill Lynch a délibérément réduit de 30 % les réserves pétrolières disponibles afin de sous-estimer la valeur de YPF avant sa mise en vente. Une fois la privatisation réalisée, la partie des réserves occultées est réapparue dans les comptes. Les opérateurs financiers qui avaient acheté à bas prix les actions de l'entreprise, ont pu alors engranger de formidables bénéfices grâce à l'augmentation des cotations en bourse des actions YPF. Cette opération permet en plus de vanter idéologiquement la supériorité du privé sur le public.

*Merrill Lynch a délibérément réduit de 30 % les réserves pétrolières disponibles afin de sous-estimer la valeur de YPF avant sa mise en vente*

Remarque : la même banque américaine Merrill Lynch a été chargée par le président brésilien Fernando Henrique Cardoso, de procéder en 1997 à l'évaluation de la principale société publique brésilienne Vale do Rio Doce (entreprise d'extraction de minerais). Merrill Lynch a été accusée à l'époque par de nombreux parlementaires brésiliens d'avoir sous-évalué de 75 % les réserves en minerais de l'entreprise (source : *O Globo*, 8 avril 1997, Brésil).

Outre YPF (vendu à la transnationale pétrolière espagnole Repsol en 1999), un autre fleuron argentin a été bradé : il s'agit de l'entreprise Aerolíneas Argentinas (vendue à la compagnie aérienne espagnole Iberia). Les boeing 707 qui faisaient partie de sa flotte, ont été vendus pour un dollar symbolique (1,54 dollar exactement !). Quelques années plus tard, ils desservaient encore les lignes de la compagnie privatisée mais Aerolíneas devait payer un « leasing » pour les utiliser. Les droits d'utilisation des routes aériennes de la compagnie, d'une valeur de 800 millions de dollars, ont été estimés à 60 millions de dollars seulement. L'entreprise a été cédée à Iberia moyennant 130 millions de dollars en cash ; le reste étant constitué d'annulations de créances de dettes. Iberia a emprunté pour acheter l'entreprise et a fait porter la charge totale de l'emprunt sur le dos de la nouvelle entité Aerolíneas Argentinas qui, du coup, s'est retrouvée endettée dès l'origine de l'opération. En 2001, Aerolíneas Argentinas, propriété d'Iberia, était au bord de la faillite par la faute de ses propriétaires. La privatisation d'Aerolíneas est exemplative. En général, les entreprises privatisées ont été cédées libérées de leur dette, celles-ci ayant été reprises par l'État.

## **Procès contre la dictature**

Le scandale de la dette argentine a, dans les années qui ont suivi la dictature, suscité l'intérêt des citoyens. Le gouvernement civil qui lui a succédé a mis en place une

commission parlementaire qui, après un an et demi de travail, a été dissoute car ses résultats risquaient de porter un coup fatal à la politique économique d'Alfonsín, celui-ci ayant décidé entre-temps l'étatisation de la dette. Le président Menem a, lui aussi, ferrailé en son temps contre les responsables de l'endettement. Une fois au pouvoir, il a abandonné toute velléité de revenir sur ce sujet désormais tabou.

*Alejandro Olmos [...] a obtenu que la question des responsabilités de l'endettement du pays fasse l'objet d'une enquête réalisée par les autorités judiciaires*

Malgré toutes ces compromissions et tous ces atermoiements, un procès a néanmoins fini par aboutir en juillet 2000. Il est le résultat d'une plainte introduite en octobre 1982 par un citoyen argentin, Alejandro Olmos, alors que l'Argentine vivait toujours sous la dictature. Ce journaliste courageux et infatigable a obtenu que la question des responsabilités de l'endettement du pays, fasse l'objet d'une enquête réalisée par les autorités judiciaires. De multiples auditions des responsables économiques de la dictature et des responsables des entreprises publiques, ont eu lieu. Le bureau d'études de Walter Klein a fait l'objet de perquisitions et une grande partie de la documentation relative à la période de la dictature a été saisie et mise en sécurité dans les coffres forts de la Banque centrale.

Le jugement rendu le 13 juillet 2000 n'a abouti à aucune condamnation (notamment en raison de la prescription) mais il a révélé l'ampleur du scandale que constitue la dette argentine. Le jugement de 195 pages émis par le juge Ballesteros confirme une série de d'accusations extrêmement importantes.

Le FMI a soutenu activement la dictature argentine notamment en lui fournissant un de ses hauts fonctionnaires, le dénommé Dante Simone (*Poder Judicial de la Nación*, 13/07/2000, p. 31-32 ; p. 106 ; p. 109 ; p. 127).

La Réserve Fédérale de New York, ayant servi directement d'intermédiaire dans une série d'opérations de la Banque Centrale Argentine, a servi d'aval auprès des banques privées US afin que celles-ci prêtent de l'argent à la dictature (p. 127). Alors que la dictature endettait le Trésor public et les entreprises publiques, elle permettait aux capitalistes argentins de placer à l'étranger des quantités tout à fait considérables de capitaux. Entre 1978 et 1981 : plus de 38.000 millions de dollars auraient quitté le pays de manière « excessive ou injustifiée », c'était notamment permis par le fait que chaque résident argentin pouvait acquérir quotidiennement 20.000 dollars – qui pouvaient ensuite être placés à l'étranger (p. 56-58).

*Le FMI a soutenu activement la dictature argentine notamment en lui fournissant un de ses hauts fonctionnaires, le dénommé Dante Simone*

Bref, l'État s'endettait tandis que les capitalistes décapitalisaient allégrement.

Approximativement, 90 % des ressources provenant de l'extérieur via l'endettement des entreprises (privées et publiques) et du gouvernement étaient transférés à l'extérieur dans des opérations financières spéculatives« (p. 102). D'importantes sommes empruntées aux banques privées aux USA et en Europe occidentale étaient ensuite déposées auprès de ces mêmes banques. Les entreprises publiques comme YPF ont été mises systématiquement en difficulté (p. 130). Le régime de transition «démocratique » qui a succédé à la dictature a transformé la dette des entreprises privées en dette publique de manière parfaitement illégale (p. 152) : cela signifie qu'il devrait être possible de modifier cette décision. Parmi les

entreprises privées dont la dette a été reprise par l'État, 26 étaient des entreprises financières. Parmi celles-ci figuraient de nombreuses banques étrangères installées en Argentine : City Bank, First National Bank of Boston, Deutsche Bank, Chase Manhattan Bank, Bank of America (p. 155 - 157). Cela signifie que l'État argentin endetté auprès de ces banques a décidé d'assumer les dettes de celles-ci. Sans commentaire.

Un exemple précis de collusion entre une banque privée du Nord et la dictature argentine : entre juillet 1976 et novembre 1976, la Chase Manhattan Bank a reçu mensuellement des dépôts de 22 millions de dollars (ces montants ont augmenté par la suite) et les a rémunérés à environ 5,5 % ; pendant ce temps, au même rythme, la Banque Centrale Argentine empruntait 30 millions de dollars à la même banque des USA, la Chase Manhattan Bank à un taux de 8,75 % (p. 165).

*L'Argentine peut parfaitement s'appuyer sur le droit international pour fonder une décision de non paiement de sa dette extérieure*

Les conclusions du jugement sont accablantes pour la dictature, pour le régime qui lui a succédé, pour le FMI, pour les créanciers privés... La sentence rendue par le Tribunal énonce clairement que « *la dette extérieure de la nation (...) a fortement augmenté à partir de l'année 1976 à cause de la réalisation d'une politique économique néfaste qui a mis le pays à genoux. Cette politique calamiteuse a utilisé des méthodes, qui ont déjà été analysées dans le présent texte, qui tendaient, entre autres choses, à bénéficier aux entreprises privées et à les soutenir au détriment de sociétés publiques. Celles-ci se sont appauvries de jour en jour ce qui s'est traduit par une très faible valeur au moment de leur privatisation* » (p. 195).

Le jugement devrait servir de base à une action résolue pour le non paiement de la dette extérieure publique argentine et pour son annulation. Cette dette est odieuse et illégitime. Les créanciers ne sont pas en droit de continuer à percevoir le service de celle-ci. Leurs créances sont nulles. Et comme les nouvelles dettes acquises depuis 1982-1983 ont servi essentiellement à rembourser les anciennes, elles sont elles-mêmes largement entachées d'illégitimité. L'Argentine peut parfaitement s'appuyer sur le droit international pour fonder une décision de non paiement de sa dette extérieure. Plusieurs arguments juridiques peuvent être invoqués parmi lesquels : la notion de dette odieuse (la dette argentine a été contractée par un régime despotique coupable de crimes contre l'humanité, les créanciers ne pouvaient pas ne pas le savoir) ; la force majeure (comme les autres pays endettés, l'Argentine a été confrontée à un changement brutal de situation à cause de la décision d'augmentation des taux d'intérêt prises unilatéralement par les États-Unis à partir de 1979) et l'état de nécessité (l'état des finances de l'Argentine lui interdit de poursuivre le remboursement de la dette car cela l'empêche de remplir, selon les pactes internationaux, ses obligations à l'égard de ses citoyens en terme de droits économiques et sociaux).

*L'arrêt du remboursement de la dette doit être complété par d'autres mesures essentielles*

L'arrêt du remboursement de la dette doit être complété par d'autres mesures essentielles. Voici quelques propositions pour un débat nécessaire. Premièrement, l'exigence d'une enquête internationale sur les avoirs illégitimement accumulés par des résidents argentins et placés à l'étranger (les dépôts des capitalistes argentins dans les banques des pays les plus industrialisés s'élèvent grosso modo à 40 000 millions de dollars - voir BIS, *Quarterly Review : International Banking and Financial Market Developments*, June 2001, [www.bis.org](http://www.bis.org)). L'objectif est de récupérer un maximum de fonds dérobés à la Nation.

Deuxièmement, l'instauration de mesures de contrôle sur les mouvements de capitaux et les opérations de change afin de se protéger contre la poursuite de la fuite des capitaux et contre des attaques spéculatives. Troisièmement, la mise en place d'une politique fiscale redistributive : impôt exceptionnel sur le patrimoine du décile de la population le plus riche ; impôt sur les revenus du capital ; diminution de la TVA sur les produits et les services de base... Quatrièmement, abrogation des décrets et lois imposant une réduction des salaires et des retraites (et autres allocations sociales). Défense et renforcement du système de sécurité sociale. Garantir un revenu pour tous les chômeurs, augmenter les salaires et les retraites pour améliorer le pouvoir d'achat. Voilà des conditions minimales si on veut mettre en pratique une alternative. Cinquièmement, retour dans le domaine public d'entreprises indûment privatisées à commencer par les secteurs stratégiques (l'énergie, le pétrole, les communications...). Sur le plan international : favoriser la constitution d'un front des pays endettés ; développer les complémentarités et les échanges Sud-Sud ; s'opposer de manière résolue à l'ALCA ; s'opposer à l'offensive militaire des États-Unis (bases militaires US, boucliers anti-missiles de Bush qui va chercher à créer une base stratégique dans le cône sud ; Plan Colombie) ; appuyer les initiatives en faveur d'une taxe de type Tobin sur les transactions financières internationales.

Les différentes propositions qui précèdent constituent des pistes pour une alternative au modèle néolibéral. Il ne s'agit pas d'un programme à prendre ou à laisser. Il s'agit de montrer que des solutions existent si on veut tourner le dos à la logique infernale de l'endettement éternel et de la dépendance accentuée.

### **2002-2003 : les Argentins font de la résistance**

Fin 2002, la dette extérieure publique de l'Argentine s'élevait à environ 137 milliards de dollars qui se répartissaient de la manière suivante : environ 87 milliards dus sous forme de titres de la dette publique ; environ 37 milliards dus sous formes de prêts et enfin environ 13 milliards d'arriérés de paiement.

*La crise de fin 2001 a fait suite à trois ans de récession et de politique antisociale qui ont entraîné une dégradation vertigineuse des conditions de vie d'une majorité de la population*

En ce qui concerne les 87 milliards dus sous la forme de titres, la moitié *grosso modo* est détenue par les banques argentines et par les Fonds de pension argentins (AFJP - *Administradoras de Fondos de Jubilaciones y Pensiones*) qui ont été créés dans les années 1990 lors de la contre-réforme néolibérale du système des pensions. L'autre moitié des titres est détenue par des étrangers, des porteurs individuels et des banques. En septembre 2003, ces titres se vendaient sur le marché secondaire de la dette à environ 30 % de leur valeur.

En ce qui concerne les 37 milliards dus sous formes de prêts, 30 milliards sont dus au FMI, à la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement (BID). Le reste est dû au Club de Paris, à d'autres créanciers bilatéraux et à des banques privées du Nord.

La crise de fin 2001 a fait suite à trois ans de récession et de politique antisociale qui ont entraîné une dégradation vertigineuse des conditions de vie d'une majorité de la population. En 2002-2003, plus de 50 % des Argentins vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Suite à la dévaluation de la monnaie argentine début 2002, les salaires et les retraites ont subi une réduction réelle de 30 %. Le niveau de chômage a dépassé les 20 %. Les Argentins ont découvert avec stupeur qu'une partie significative de la population souffrait de malnutrition

grave (en 2002-2003, des enfants sont même morts de malnutrition dans les provinces du Nord du pays - fait inimaginable dans l'esprit des Argentins -) alors que leur pays avait continué d'exporter des aliments en quantité suffisante pour nourrir six fois la population totale. Absurde et révoltant.

*La puissance de la mobilisation sociale qui a permis de renverser le président De la Rúa en décembre 2001 a gagné en ampleur au cours de l'année 2002*

La dégradation dramatique des conditions de vie venait de loin, elle trouve son origine dans plus de 25 ans de politique de soumission aux créanciers extérieurs et de faveurs au grand capital argentin. La puissance de la mobilisation sociale qui a permis de renverser le président De la Rúa en décembre 2001 a gagné en ampleur au cours de l'année 2002. Cela a amené les gouvernants qui se sont succédé après les 19-20 décembre 2001 (le président Rodriguez Saa, suivi de Eduardo Duhalde et enfin de Nestor Kirchner à partir des élections d'avril 2003) à faire certaines concessions au mouvement populaire. La peur d'être renversé par un soulèvement populaire combinée à la volonté de regagner la légitimité perdue a poussé les gouvernants à infléchir le cours de la politique néolibérale et donc, à rechigner devant les exigences du FMI et des créanciers privés.

Quelques exemples de mesures prises pour réduire le mécontentement de la population :

- création d'un revenu minimum d'existence pour les sans emploi : 2 millions de personnes reçoivent mensuellement 150 pesos (soit environ 50 dollars). Cette indemnité appelée « plan de travail » est en partie distribuée par les mouvements *piqueteros* (120.000 à 150.000 « plans de travail » sont gérés par eux).
- abrogation de la mesure de réduction de 12 % des salaires des fonctionnaires publics et des retraités décrétée par De la Rúa au milieu de l'année 2001.
- interdiction aux créanciers de confisquer le logis des personnes incapables de rembourser normalement leur crédit hypothécaire (cela concernait environ 150.000 à 200.000 ménages).
- compensation octroyée aux petits épargnants de manière à limiter l'ampleur de la perte due à la dévaluation de la monnaie.
- gel du tarif des services (eau, gaz, électricité,...) au grand dam des transnationales qui contrôlent depuis leur privatisation les entreprises de service.
- abrogation de la loi « *punto final* » adoptée sous Raul Alfonsín au milieu des années 1980 pour garantir aux militaires une (quasi) impunité ; début des poursuites contre des tortionnaires (notamment Astiz dont il est fait mention plus haut).
- changement partiel de la composition de la Cour suprême de justice dans un sens « démocratique ».

Ces concessions des gouvernants à l'égard du peuple argentin ne sont pas négligeables. Elles montrent qu'une mobilisation sociale de grande ampleur peut donner des résultats.

*Lorsqu'en décembre 2001, l'Argentine a suspendu le paiement de sa dette [...] de très nombreux commentateurs ont annoncé que les représailles seraient très sévères. Il n'en a rien été*

Lorsqu'en décembre 2001, l'Argentine a suspendu le paiement de sa dette à l'égard des

créanciers privés et a remis en cause les remboursements à l'égard du FMI et de la Banque mondiale, de très nombreux commentateurs ont annoncé que les représailles seraient très sévères. Il n'en a rien été. En septembre 2003, au moment où d'importantes négociations avaient lieu entre les autorités argentines et le FMI, on a eu la démonstration qu'une attitude ferme de la part d'un pays endetté pouvait renforcer sa position. Le FMI a accepté de réduire ses exigences à l'égard de l'Argentine alors qu'il avait été inflexible un an auparavant à l'égard du Brésil. Le FMI a imposé au gouvernement brésilien que celui-ci dégage un surplus budgétaire de 4,25 % par rapport au Produit Intérieur Brut, surplus destiné au remboursement de la dette. L'Argentine a refusé un tel taux et a obtenu un accord avec le FMI sur la base de 2,5 % de surplus budgétaire. Ensuite, elle a proposé aux détenteurs privés des titres de la dette qu'ils renoncent à 75 % de la valeur (faciale) de celle-ci. La fermeté paie.

Ceci étant dit, il ne faut pas se faire d'illusion, le président Nestor Kirchner n'a pas l'intention de prendre un virage à gauche. Il louvoie entre les exigences du FMI, des transnationales et des capitalistes argentins, d'une part, et les attentes du mouvement populaire, d'autre part. Il mise sur la démobilisation populaire pour ensuite revenir à un schéma néolibéral plus dur que celui appliqué depuis le renversement de Fernando De la Rúa.

Il faut avancer une alternative aux engagements pris par Nestor Kirchner à l'égard du FMI.

1. La dette due par l'Argentine au FMI, à la Banque mondiale et à la BID doit être considérée comme nulle car elle a été contractée pour mener des politiques néfastes et contraires aux intérêts des citoyens. De plus, les organismes mentionnés ont été complices de la dictature militaire qui a sévi de 1976 à 1983.
2. Le traitement des dettes dues aux fonds de pensions argentins (AFJP) est plus délicat. Le schéma suivant pourrait être appliqué. Ces dettes sont annulées, les AFJP sont abolis et le système de retraite par répartition est rétabli. L'État argentin transfère l'équivalent de la dette due aux AJP à la caisse des retraites sous des modalités à déterminer et en appliquant une décote raisonnable. La viabilité du système de retraite par répartition est dès lors assurée.
3. La dette due sous forme de titres à des étrangers doit faire l'objet d'un audit scrupuleux. La partie odieuse doit être annulée complètement. Pour le reste, il est imaginable de prévoir un traitement adapté aux caractéristiques des détenteurs de titres de manière à éviter de sanctionner injustement les petits épargnants étrangers. Quant aux titres détenus par les rentiers, les banques et autres organismes financiers privés, ils doivent être annulés ou subir une décote d'au moins 90 %.
4. Les arriérés de paiement sont annulés.

**Eric Toussaint**

La source originale de cet article est [CADTM](#)

Copyright © [Eric Toussaint](#), [CADTM](#), 2020

---

## A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2000, *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie, ADEN*, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)